

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 792

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le changement pour aller où?

Cette fois la classe politique ne peut pas ne pas voir. Comprendra-t-elle? C'est une autre question. Les signes de la volonté de changement sont nombreux: les partis traditionnels, en l'absence du PDC, bousculés dans leurs positions; les blocs affaiblis et le Parlement sans majorité stable; la percée de nouveaux candidats au détriment de députés sortants; le pourcentage élevé des bulletins de partis modifiés (43 %); la présence marquée des femmes qui occuperont un bon quart du Grand Conseil.

Dans les communiqués post-électoraux, la défaite est reconnue, fait peu habituel. Cette défaite est d'ailleurs perçue comme un échec de la grande famille des formations établies. Les nouveaux venus ont certes réussi une percée impressionnante mais, dit-on, ils n'ont pas de programme. Reproche paradoxal de la part de partis qui n'ont pas précisément brillé par l'épaisseur et l'originalité de leurs projets.

Au désavantage des vaincus le fait que les électeurs ont pu juger sur pièce du fossé entre le dire et le faire. Tous ont promis ce qu'ils n'avaient pas su réaliser durant la législature. Des transports efficaces, alors qu'ils naviguent depuis des années dans des demi-mesures qui n'ont fait qu'aggraver la situation; une économie moderne et diversifiée alors qu'aucune priorité de développement n'est visible; la solution à la crise du logement alors que le Parlement décide — véritable provocation — d'aider les nantis à acquérir leur logement. «Genève pète de santé», a-t-on répété durant la campagne, mais en oubliant que les statistiques ne reflètent qu'une réalité moyenne. Une politique sociale développée, certes, mais qui finalement arrose si largement qu'elle en oublie les plus défavorisés.

Dans ce contexte, les socialistes se sont trouvés coincés; bien que minoritaires, ils sont identifiés au pouvoir. Mais il est probable également que leur langage vieilli, la faiblesse de leur réflexion sur les changements sociaux, leur propension à collectionner les thèmes à la mode ont nui à leur crédibilité. Anecdote, mais significatif: à la veille des élections, les Jeunesses socialistes distribuaient un tract revendiquant le droit de vote des étrangers.

Vigilance, mouvement patriotique, est né il y a une vingtaine d'années de l'indignation d'une poignée de citoyens lors de la présentation de la pièce de Walter Weideli, «Le banquier sans visage», évocation du banquier Necker peu flatteuse pour Genève et, de surplus, commandée par les autorités à l'occasion du 150^e anniversaire de l'entrée de Genève dans la Confédération. Son premier combat d'envergure fut un référendum contre la FIPOI, fondation immobilière qui met à disposition les terrains nécessaires aux organisations internationales. Depuis 1965, ce mouvement a toujours été présent au Grand Conseil, à l'exception d'une législature.

Mettre la poussée de Vigilance sur le compte exclusif de la xénophobie du Genevois, c'est faire bon compte de toutes ses faiblesses. C'est passer sous silence l'incapacité du Parlement à prendre en compte les revendications populaires — voir le retard scandaleux dans le traitement des initiatives populaires; c'est faire la philosophie du Conseil d'Etat confondant l'intérêt public avec le racollage tous azimuts de l'accroissement de la richesse (voir la politique des permis de séjour et de travail, la vente d'immeubles aux non-résidents); c'est ignorer les manquements de la presse, plus soucieuse de brosser les autorités dans le sens du poil que de remplir sa fonction critique.

Avec la nouvelle distribution des cartes, le jeu est maintenant plus ouvert. Mais les cinq ou six majorités changeantes au gré des sujets permettront-elles de mener une politique qui réponde au besoin de changement? Entre le plus de logements, le plus d'emplois de qualité, le maintien du niveau de vie et l'exigence d'un environnement urbain et naturel équilibré, il faudra bien choisir et trouver les solutions nouvelles qui bousculeront beaucoup d'intérêts et d'avantages. Cette élection a sanctionné la main basse d'une coterie sur la vie politique; elle n'a guère ouvert de perspectives.

COURRIER

Questions aux socialistes genevois

Au sujet des élections genevoises, un ami de DP nous écrit.

Le résultat des élections genevoises servira-t-il de leçon aux socialistes? Va-t-on de nouveau entendre les excuses habituelles pour une déconfiture prévue depuis longtemps: «la lutte continue», «les électeurs se sont fait avoir par des slogans démagogiques», «c'est la faute aux partis bourgeois», «les écolos ont divisé la gauche», etc.?

Le moment n'est-il pas enfin venu de comprendre que le parti socialiste défend en Suisse des positions qui ne correspondent souvent plus aux besoins de ses électeurs potentiels? Jusqu'à quand le dogmatisme désuet et la division l'emporteront-ils sur la conscience des réalités présentes? Plutôt que de considérer la social-démocratie comme le pire des maux, il serait temps de se rendre compte que le «peuple de gauche» en Suisse se compose avant tout de fonctionnaires, d'employés, d'indépendants et même... de patrons! Plutôt que de répondre aux défis technologiques

Compromis boiteux

«Dure, très dure» la dernière semaine de la session d'automne des Chambres fédérales. Tels étaient les mots d'une parlementaire peu suspecte de découragement facile (DP 791, «Réformes croupons», Y. J.). De son côté, le journaliste Roger Blum a dressé un bilan intermédiaire — à sa mi-temps — de la législature 1983-87 (*Tagesanzeiger*,

par le maintien de structures passées, il serait temps que le parti socialiste se tourne vers la création de formules futures et propose quelque chose de réellement nouveau. Or, la campagne électorale précédant ces élections était navrante de pauvreté imaginative, autant chez les partis traditionnels de droite que de gauche. Les résultats inquiétants de ces élections auront-ils au moins le mérite de faire comprendre aux socialistes qu'un dépoussiérage s'impose? Ou laisseront-ils aux Verts et aux Vigilants la tâche facile de poser les questions sans pour autant trouver les réponses? Ce qui est sûr, c'est qu'un débat de fond doit naître au sein du Parti socialiste genevois... et vite.

Y. M.

COURAGEUX...

La section de Lancy du Parti du travail distribuait, ces dernières semaines, un tract entièrement consacré aux réfugiés et s'intitulant: «Politique d'asile — La honte». Prise de position claire et courageuse, en période d'élections, alors que le Parti du travail n'ignore pas la mobilité de son électorat en faveur de Vigilance.

9.10.1985), sous la forme d'une analyse des 26 votations à l'appel nominal. La liste des alliances qui se sont formées confirme l'image présentée par la députée vaudoise:

Alliances parlementaires 1983-85 au Conseil national lors des 26 votations à l'appel nominal

	Succès	Echecs	Total
Alliances bourgeoises			
PRD/PDC/UDC/AdI	2	—	2
PRD/PDC/UDC	16	1	17
PRD/UDC	—	4	4
PDC/UDC/AdI	—	1	1
UDC	—	1	1
Total	18	7	25
Alliances de gauche			
PS/PDC/AdI	4	—	4
PS/AdI	1	16	17
PS	—	2	2
Total	5	18	23
Grandes alliances			
PRD/PS/PDC/UDC/AdI	2	—	2
PRD/PS	1	—	1
Total	3	—	3

Il est intéressant de constater que les grandes alliances inhérentes au «système de concordance» sont rares. Elles se produisent sur des sujets permettant d'intégrer non seulement les quatre grands partis gouvernementaux, mais également le groupe le plus important de l'«opposition», l'Alliance des Indépendants. En revanche, la plupart des votations à l'appel nominal sont caractérisées par un clivage dur et net: l'alliance bourgeoise l'emporte 18 fois sur 25, alors que 23 alliances de gauche subissent 18 échecs.

Certes, il faut relativiser ces chiffres. Il s'agit

d'abord de votations à l'appel nominal, instrument parlementaire peu utilisé avant que le groupe socialiste y ait recours pour faire apparaître les positions respectives. En outre, le Parti socialiste et l'Alliance des Indépendants soutiennent régulièrement des initiatives populaires que les groupes bourgeois refusent, car elles ne correspondent pas aux intérêts de leurs clientèles. Enfin, le «consensus helvétique» n'a jamais signifié unanimité constante des partis gouvernementaux: les décisions se prennent souvent par une coalition majoritaire, chaque partenaire pouvant s'opposer dans un cas particulier.

Cependant ces chiffres confirment une évolution inquiétante constatée par plusieurs observateurs: depuis le tournant de la conjoncture économique de 1975 — et plus particulièrement depuis les élections fédérales de 1983 — les changements de coalition sont rares, et plus encore l'alternance de combinaisons majoritaires. Radicaux et démocrates-chrétiens font continuellement une majorité décisive, alors que les socialistes, toujours représentés au Conseil fédéral, ne parviennent plus à réaliser une coalition gagnante avec l'un de leurs partenaires gouvernementaux — même lorsqu'ils défendent un projet du Conseil fédéral.

Cette évolution est inquiétante pour deux raisons: pour une gauche condamnée à enregistrer des échecs continuels au Parlement, l'intégration historique au niveau gouvernemental se dégrade jusqu'à se réduire à une cooptation formelle. Quant aux grands partis bourgeois, rarement unanimes pour les 26 votations analysées par Blum (trois fois seulement pour le PDC et huit fois pour les radicaux, contre douze fois pour les socialistes), ils tendent à limiter leur entente au rejet des idées de la gauche.

De son côté, la gauche parlementaire doit poursuivre ses efforts en vue de renouer avec le succès. Au reste, pour tout le monde, les élections de 1987 seront décisives.

W. L.